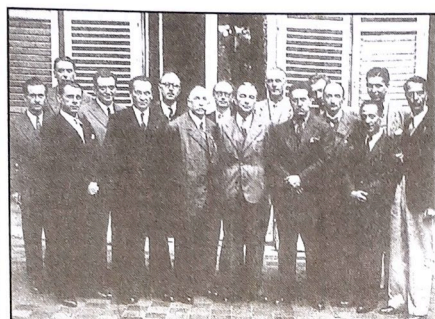


JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE, LE 27 MAI

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDE DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1218-1219 - MARS - AVRIL 2009



Albert Oriol fait une démonstration d'armes dans un maquis de la Loire. Le CNR à Libération (1^{er} à g. : Robert Chambeiron)

LE PLAN D'ACTION IMMEDIATE DU PROGRAMME DU CNR

Le Programme du CNR, publié le 15 mars 1944, est beaucoup plus connu par ses « Mesures à prendre après la Libération » que par son « Plan d'action immédiate » destiné à mobiliser les Français pour hâter la libération de la France. Nous en publions ci-dessous des extraits :

« Les représentants des organisations de Résistance, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du C.N.R., (...) constatent... que la Résistance Française doit ou se battre ou disparaître (...) déclarent que c'est seulement par l'organisation, l'intensification de la lutte menée par les forces armées, par les organisations constituées, par les masses, que pourra être réalisée l'union véritable de toutes les forces patriotiques pour la réalisation de la libération nationale inséparable, comme l'a dit le Général De Gaulle, de l'insurrection nationale qui, ainsi préparée, sera dirigée par le C.N.R., sous l'autorité du C.F.L.N., dès que les circonstances politiques et militaires permettront d'assurer, même au prix de lourds sacrifices, son succès. Ils ont l'espoir que les opérations de libération du pays, prévues par le plan de l'état-major interallié, pourront ainsi être, le cas échéant, avancées grâce à l'aide apportée par les Français dans la lutte engagée contre l'ennemi commun, ainsi que l'a démontré l'exemple glorieux des patriotes corses.

« Pour mobiliser les ressources immenses d'énergie du peuple français, pour les diriger vers l'action salvatrice dans l'union de toutes les volontés, le C.N.R. décide :

« D'inviter les responsables des organisations déjà existantes à former des comités de villes et de villages, d'entreprises, par la coordination des formations qui existent actuellement, par la formation de comités là où rien n'existe encore et à y enrôler les patriotes non organisés.

« Tous ces comités seront placés sous la direction des comités départementaux de la libération (C.D.L.). Ils seront soumis à l'autorité des C.D.L. qui leur transmettront, comme directive, la plateforme d'action et la ligne politique déterminée par le C.N.R.

« Le but de ces comités sera, à l'échelon communal, local et d'entreprise, de faire participer de façon effective tous les Français à la lutte contre l'ennemi et contre ses agents de Vichy, aussi bien par la solidarité et l'assistance active à l'égard des patriotes que par l'impulsion et le soutien donnés aux revendications vitales de notre peuple. Par dessus tout, leur tâche essentielle sera de mobiliser et d'entraîner les Français qu'ils auront su grouper à l'action armée pour la libération.

« Tout en luttant... et grâce à l'appui de solidarité et de combativité que développe cette lutte, les comités de villes, de villages et d'entreprises devront en outre :

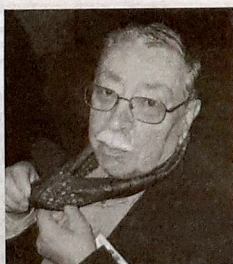
- Renforcer les organisations armées de Forces Françaises de l'Intérieur par l'accroissement des groupes de patriotes, groupes francs, francs-tireurs et partisans, recrutés en particulier parmi les réfractaires (...)

- Donner ordre à toutes les formations des F.F.I. de combattre dès maintenant l'ennemi en harcelant ses troupes, en paralysant ses transports, ses communications et ses productions en guerre, en capturant ses dépôts d'armes et de munitions afin d'en pourvoir les patriotes encore désarmés (...)

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE ET L'ANACR EN DEUIL

JEAN FREIRE

Gérant de France d'Abord



C'est à l'âge de 17 ans que Jean Freire rejoignit la Résistance dans les Landes, au sein de l'A.S. A la Libération, il adhéra aux Jeunesses Communistes. Après avoir obtenu un brevet d'ajusteur, il commença très tôt une carrière professionnelle qui se situa... dans les milieux de la Presse et de l'Édition : en 1945-1947, il a la responsabilité - pour les Editions France d'Abord puis les Editions Hier et Aujourd'hui - de la collection « Jeunesse héroïque », dans laquelle sont publiés sous forme de petites brochures plus d'une centaine de récits de Résistance que comptèrent parmi leurs auteurs André Prenant, Georges Sadoul, Madeleine Riffaud, Pierre Daix, Jacques Friedland, Louis Gazagnaire, Raymond Lavigne, le dessinateur Amal...

Jean sera journaliste à Ce soir, quotidien dirigé par Aragon, à France d'Abord (1953-1957), alors publié par l'ANACR venant d'être établie, au journal Libération, issu de la Résistance, dirigé par Emmanuel d'Astier de la Vigerie et qui disparaîtra en 1964. Puis il sera secrétaire de rédaction au Journal de la Résistance (1967-1971, 1980-1989) aux revues Options et France-URSS magazine, terminant sa carrière à L'Express. Il était devenu en 1986 gérant de la Société « France d'Abord » editrice du Journal de la Résistance dont, ayant pris sa retraite, il assurera encore pendant près d'une décennie bénévolement le secrétariat de rédaction.

Il est aussi l'auteur de Maquis au Combat (1970), recueil de témoignages rassemblés sous le patronage de l'ANACR et préfacés par Robert Vollet, d'Un Etat vient au monde, tome 3 de la collection dirigée par Henri Alleg La Guerre d'Algérie, et il a collaboré à la Chronique de la Résistance d'Alain Guérin.

Retiré dans les Landes, Jean Freire, membre du Conseil national depuis le Congrès de Limoges en 1954, il y a 55 ans, fut l'un de ceux qui contribuèrent alors non sans difficultés à façonner l'ANACR pluraliste que nous connaissons depuis lors. Et, depuis qu'il accepta la responsabilité de Gérant de la Société « France d'abord », editrice du Journal de la Résistance, il était invité permanent aux réunions du Bureau national auxquelles il assista régulièrement, jusqu'à ce que la maladie n'espèce puis n'interrompe cette participation.

Son esprit, sa gentillesse et la chaleur de l'amitié qu'il manifesta à tous lors des réunions du Bureau National, du Conseil national et des Congrès, et à tant d'autres occasions, nous manqueront.

DES DATES... ET DES LIEUX

L'histoire des hommes et des nations est ainsi faite : nous commémorons les anniversaires ; en donnant un relief particulier aux décennaux : 10^e, 20^e, 30^e... Pour ce qui est des nations, et des grands événements qui les concernent, s'y ajoutent souvent les 5^e, 15^e, 25^e, 35^e, 45^e, etc.

Ainsi l'année écoulée a été celle du 65^{ème} anniversaire de la création le 27 mai 1943 du Conseil National de la Résistance, dont le rôle historique décisif a été souligné dans ses Mémoires par le général de Gaulle. On ne peut donc que regretter que, même sans lui donner une ampleur identique à la cérémonie du 60^{ème} anniversaire, qui vit le 27 mai 2003 le Président Chirac rendre hommage dans la Cour d'Honneur de l'Hôtel National des Invalides au CNR et à son rôle, à son fondateur Jean Moulin et à ses membres, dont le seul survivant est Robert Chambeiron, les Pouvoirs publics n'aient pas en mai 2008 organisé la moindre commémoration de la création du CNR.

Cette année 2009 est celle du 65^{ème} anniversaire de la publication du Programme du CNR, dont la mise en œuvre par le Gouvernement du Général de Gaulle a forgé le pacte social et républicain qui nous régit encore et le socle de notre protection sociale. Lors du 50^{ème} anniversaire de cette publication, le 15 mars 1994, le Président François Mitterrand rendit, là où fut fondé le CNR, 48 rue du Four à Paris, en présence de Maurice Schumann et de Robert Chambeiron, hommage à son Programme qui - selon ses propres paroles - « a été et reste l'expression de l'idéal commun de ceux à qui nous devons notre liberté ». Or, 15 ans plus tard, en ces temps où la crise qui frappe notre société et le monde donne un relief particulier à l'esprit de solidarité, d'intérêt général primant sur les intérêts particuliers, qui inspira le programme du CNR et les mesures qu'il préconisa, l'on ne peut que constater pour le déplorer le mutisme officiel jusqu'au plus haut niveau de l'Etat, et s'interroger sur ses motivations.

L'année 2009 n'est pas celle du 65^{ème} anniversaire - qui aura lieu en 2010 - de la Victoire sur le nazisme, mais celle des 65^{èmes} anniversaires des débarquements de Normandie le 6 juin 1944 et de Provence le 15 août 1944. Nul doute qu'avec la venue du Président Obama à la célébration le 6 juin prochain du débarquement sur les plages de Normandie soit à juste titre honorée la part prise par les alliés occidentaux à la victoire finale. Quant au rôle joué dans cette victoire par les forces françaises débarquées en Provence le 15 août 1944, la cérémonie qui s'est déroulée anachroniquement le 8 mai dernier à Sainte-Maxime n'aura pas permis de le restituer dans la plénitude de sa dimension historique inséparable de la chronologie des événements. De plus, près de 9 mois de combats et de sacrifices - qu'on ne saurait escamoter et durant lesquels la France s'est libérée - séparent les deux dates qui y ont été confondues.

Cette confusion ainsi opérée de la date du débarquement de Provence avec celle de la Victoire, tout juste évoquée en ce 8 mai à Sainte-Maxime, en y adjoignant de plus pour faire bonne mesure ce même 8 mai 2009 « la Journée Nationale du Réserviste », habituellement située à l'automne, participe de fait d'une déstructuration dommageable de la mémoire et de ses repères. Quant à l'annusée concernant la création du CNR et la publication de son Programme, l'on ne saurait l'accepter.

L'an prochain sera l'année du 65^{ème} anniversaire de la Victoire sur le nazisme, victoire qui ne fut rendue possible que par la conjonction de la contre-offensive entamée dès le début 1943 à Stalingrad par les forces soviétiques, ce qui les mena jusqu'à Berlin, et de celle initiée en juin et août 1944 à l'Ouest par les débarquements des forces alliées et françaises en Normandie et en Provence, lesquelles, renforcées des troupes du maquis, s'enfoncèrent jusqu'au cœur du Reich.

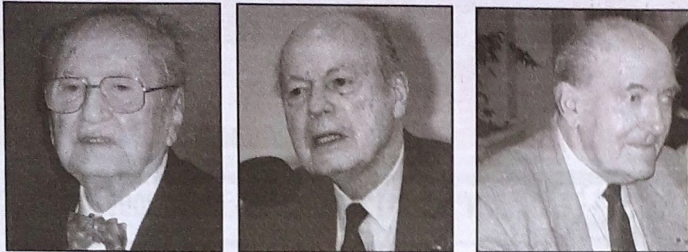
C'est ce que concrétisèrent il y a 65 ans, le 7 mai 1945 à Reims et le lendemain 8 mai à Berlin, les signatures de la capitulation nazie. Ce sont, avec les capitales des nations victorieuses du nazisme, en premier lieu Londres, Moscou, Paris et Washington, les deux lieux où légitimement devra être commémorée avec éclat l'an prochain la Victoire. Faire un autre choix ne pourrait qu'amener à encore à s'interroger sur ses motivations.

L'ANACR

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : L'ANACR a 55 ans. Festival corse du film "Résistance".
- P. 3 : Noms de rues... Refuser la voie du déclin.
- P. 4 et 5 : La France à la table des vainqueurs. Souvenir de l'américain Varian Fry. Profanation à Drancy.
- P. 6 et 7 : Avis de recherche. Nos deuils. Vie de l'association.
- P. 8 : Livres : Les Lettres Françaises et Les Etoiles.

IL Y A 55 ANS NAISSAIT L'ANACR...



De g. à d., Robert Chambeiron, Pierre Sudreau et Louis Cortot, Présidents de l'ANACR

L'immédiat après-Libération, alors que le combat pour abattre définitivement le nazisme va continuer jusqu'à la victoire du 8 mai 1945, et l'année qui va suivre, constituent une période relativement faste pour la mise en œuvre de mesures et réformes découlant directement du Programme du CNR : création de la Sécurité sociale, mise en place des Comités d'entreprises nationalisés dans le secteur bancaire, les mines, l'industrie, etc. Pratiquement tous les partis représentés à la Chambre des députés se réfèrent à ce programme, l'unité réalisée au sein du CNR se concrétise par la participation au Gouvernement de tous les courants de pensée qu'il rassemble.

Toutefois, de premières fissures de cette unité, liées au débat sur les futures institutions de la IV^{ème} République, qui entraîneront en 1946 le départ du général de Gaulle puis le rejet d'un premier projet de Constitution, la Guerre froide qui s'installe à l'échelle mondiale entre deux « camps » animés par les Etats-Unis et l'URSS vont avoir des conséquences négatives quant à sa pérennisation. Les organisations rassemblant Résistants et Déportés vont, comme de multiples autres, se diviser.

Cela va en France faciliter la réinsertion politique sinon des formations ouvertement fascistes du moins d'une partie du personnel politique lié au régime pétainiste, et conduire à stopper l'adoption de nouvelles mesures préconisées par le Programme du CNR avant de permettre les premières remises en cause des avancées sociales et démocratiques découlant de celles déjà mises en œuvre. Sur le plan international, ce contexte de guerre froide va permettre l'enrôlement dans les rangs des forces du « Monde libre » d'anciens politiciens ou militaires des régimes fascistes vaincus en 1945, tels, dans le cadre du réarmement allemand, les anciens généraux nazis Gehlen, Speidel ou Lammerding, le bourreau de Tulle.

C'est notamment ce réarmement de l'Allemagne faisant appel à des généraux nazis qui, en rapprochant dans le combat pour l'empêcher principalement mais non exclusivement des Résistants de sensibilité communiste, progressiste, chrétienne et gaulliste, va contribuer à créer en 1954 les conditions de la mise en place de l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance comme élargissement et dépassement de l'Amicale des Anciens FFI-FTP, créée à la Libération et dont les radicalisations de la Guerre froide ayant entraîné parfois des positionnements politiques unilatéraux avaient contribué à contracter drastiquement les effets autour de sa sensibilité principale.

Dès le congrès de Limoges en 1954, l'ANACR s'affirme pluraliste, ce que concrétise d'emblée la diversité de l'appartenance résistante des dirigeants qui y sont élus : président, Pierre Villon a été secrétaire général du Front National clandestin, membre fondateur du CNR et président du C.O.M.A.C., vice-présidents, Albert Forcinal, résistant-déporté était un ancien ministre radical, l'Amiral Mouleuc était ancien chef d'état-major des Forces Navales Françaises Libres, le Général Joinville, ancien chef d'état-major national des FFI, Vercors l'une des plus grandes figures de la Résistance intellectuelle, la générale Delestraint, la veuve du chef de l'Armée Secrète mort en Déportation. Le Secrétaire général Charles Fournier-Bocquet, lieutenant-colonel FFI, est un ancien F.N.-FTP et de la 1^{re} Armée, l'un des secrétaires, Robert Vollet, est un ancien de l'A.S. Sont notamment membres du Bureau National Jacques Bouin, ancien Commissaire de la République à Montpellier, René Cerf-Ferrière, cofondateur de «Combat», Jacques Debu-Bridel, membre fondateur du CNR où il représente la Fédération républicaine, l'abbé Maurice Drosch, de «Libération Nord», Natalis Dumez, fondateur de la «Voix du Nord», Emmanuel d'Astier de la Vigerie, fondateur du mouvement «Libération», Albert Ouzoulias, membre du C.M.N. des FTPF... Au comité d'honneur se côtoient notamment José Aboulker, organisateur de la Résistance à Alger, Louis Aragon, Jacques Duclos, dirigeant du Parti communiste clandestin, Louis Marin, l'un des «80», le colonel Manhès, Pierre Meunier, secrétaire général du CNR, l'Amiral Muselier, ancien commandant en chef des FNFL, le général Petit, ancien chef d'état-major des FFI, Louis Saillant, président du CNR après la Libération, André Tillet, Président du Comité Parisien de Libération...

55 années ont passé, et l'ANACR – que président aujourd'hui Robert Chambeiron, Pierre Sudreau et Louis Cortot – rassemble encore, dans le pluralisme qui lui a permis de devenir la grande Association de Résistants, le plus grand nombre de ceux qui sont toujours parmi nous, en même temps qu'elle est devenue, par les «Ami(e)s de la Résistance» intégrés en son sein depuis son second congrès de Limoges en 2006, la principale association de «passeurs de la mémoire de la Résistance». Des «Ami(e)s de la Résistance» qui confortent son action présente et sont le gage de son avenir.

HOMMAGE A MAURICE DRUON

Pour tous les Résistants, Maurice Druon est d'abord, avec son oncle Joseph Kessel, l'un des auteurs du *Chant des Partisans*, symbole de leur combat pour la libération de la France et la liberté de son peuple et qui est devenu l'hymne de la Résistance, l'un des hymnes nationaux de la France contemporaine.

A ce titre, Maurice Druon a mérité pour l'Histoire la reconnaissance de tous les Résistants, celle de la France toute entière.

Homme de convictions, il sut toute sa vie rester fidèle aux valeurs de la Résistance, en premier lieu à cette idée du rassemblement, au-delà de leurs différences d'opinions ou d'origines, de toutes celles et ceux qui les partageaient.

L'Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance (ANACR), dont Maurice Druon fut pendant de nombreuses années membre du Comité d'honneur national, s'incline à l'heure de sa disparition avec émotion et respect devant sa mémoire.

Il restera vivant car, année après année, de nouvelles générations chanteront « Ami, si tu tombes... »

Robert CHAMBEIRON
Secrétaire général adjoint
du Conseil National de la Résistance
Grand' Croix de la Légion d'Honneur
Président-délégué de l'ANACR

Paris, le 15 avril 2009

MAURICE DRUON ET LA LETTRE DE GUY MÔQUET

Dans notre n° de novembre-décembre 2007 du *Journal de la Résistance*, nous avions évoqué la prise de position de Maurice Druon dans le débat sur la Lettre de Guy Môquet. Nous republions cet article qui éclaire sur la fidélité de l'auteur du *Chant des Partisans* aux valeurs et à l'unité de la Résistance.

Des discussions ont eu lieu sur la dernière lettre de Guy Môquet. Certaines tentatives de disqualifier le jeune héros ne purent faire obstacle à sa lecture dans la quasi-totalité des établissements scolaires, les lectures les plus bouleversantes pour les jeunes auditeurs étant celles que purent faire et commenter des survivants de la Résistance.

Certains personnages, ayant tenté de discréditer l'auteur de ce très haut document de la Résistance Française au nazisme et, comme le souligne Bernanos, au pétainisme, se sont ainsi vus disqualifier leurs titres.

Il est une personnalité qui leur répondit d'une façon toute simple, profondément juste et bouleversante : l'écrivain **Maurice Druon**, qui, sur une musique d'Anna Marly, composa avec son oncle, Joseph Kessel, combattant des deux Guerres mondiales, le célèbre « *Chant des Partisans* », devenu l'hymne qui bouleverse tous ces auditeurs, peut-être plus encore les très jeunes que les résistants. Interrogé par une rédactrice du *Figaro*, Sophie Roquelle, qui lui demandait si la lecture de cette lettre était à ses yeux la meilleure façon de parler de la Résistance aux lycéens, Maurice Druon répondit :

« Je ne sais pas si c'est la meilleure, mais c'est en tout cas une très bonne façon de rappeler aux lycéens d'aujourd'hui dans quels temps nous avons vécu. Ce qu'ont été la guerre et l'Occupation. Et de leur rappeler que de très jeunes gens ont été fusillés pour s'être opposés au nazisme... »

Pourquoi s'y opposer ? Parce qu'il ne faut pas dire que nous avons été occupés de manière infâme ? Il ne faut pas dire qu'il y avait des résistants qui ont combattu cela ? »

Questionné sur certaines contestations de la qualité de résistant du jeune héros, Maurice Druon répondit abruptement : « Parce que c'est une affaire communiste ? Et alors ? Reportons-nous à l'époque : ce qui était important, c'était de résister. Ce n'était pas de savoir si l'on était communiste ou gaulliste. Il n'est pas inutile de rappeler de temps en temps à de très jeunes gens qui l'on sans doute oublié ou qui ne l'ont jamais su que s'ils vivent aujourd'hui en République c'est grâce à des garçons comme Guy Môquet ».

Après quoi, le coauteur du *Chant des Partisans* annonça qu'il irait lire la lettre au lycée Michelet de Paris, où il fit ses études. Et c'est évidemment ce qu'il fit.

8^e FESTIVAL CORSE DU FILM SUR LA RÉSISTANCE

Les 8^{èmes} Rencontres Cinéma-Histoire, autour de « films de Résistance », organisées par l'ANACR de Corse avec le concours de la Cinémathèque de Corse et le partenariat de la CMCAS de Corse, et le soutien de plusieurs collectivités et organismes publics (Collectivité territoriale de Corse, Conseil général de Corse du Sud, Ville d'Ajaccio, municipalités, Office de tourisme d'Ajaccio...), ainsi que de plusieurs entreprises (CCM, SNCM, Crédit Agricole...), se sont déroulées du 14 au 18 avril 2009, principalement à Ajaccio et Porticcio, mais aussi à Porto-Vecchio et, pour la première fois cette année en Haute-Corse à Bastia.

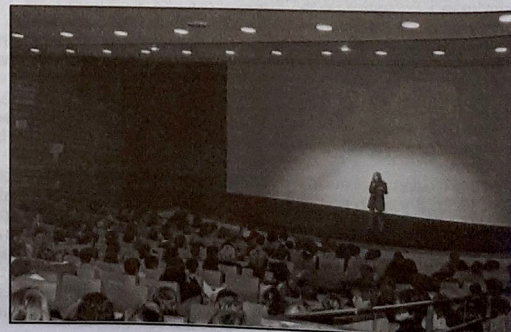
Au total, ce sont 1 323 entrées payantes qui ont été enregistrées (plus une centaine à Bastia), avec une importante participation de scolaires tant du primaire que du secondaire.

Au Programme de ces journées, inaugurées officiellement le 16 avril par M. Simon Renucci, Député-maire d'Ajaccio, Antoine Poletti et Jacques Varin, en présence de Jacqueline Wroblewski, présidente de l'ANACR 2 A et Sixte Ugolini, président de l'ANACR 2B, des films tels le *Vieil Homme* et *l'enfant*, le *Journal d'Anne Frank* en dessin animé, M. *Batignole*, *Blackbook*, *Sanguepazzo*, la *Chute*, des documentaires sur la Résistance tels *Joseph Epstein, bon pour la guerre* et *Charles Bonafedi*, une conférence d'Hélène Chaubin sur « Vie et survie des Juifs en Corse pendant la deuxième guerre mondiale », une prestation du Théâtre Arcane.

Les historiens Hélène Chaubin, spécialiste de la Résistance corse, et Jean-Louis Panicacci, spécialiste de l'occupation italienne en France, Dominique Maestrati, réalisateur

du film sur Charles Bonafedi, Georges Duffau-Epstein, fils de Joseph Epstein, Sixte Ugolini, Marie Cristiani et Marthe Cohn, alors jeune résistante de 20 ans qui remplit de périlleuses missions d'espionnage en Allemagne nazie début 1945, invitée d'honneur venue des Etats-Unis pour le Festival et qui sera reçue en tant que telle lors d'une émouvante et chaleureuse réception à la mairie d'Ajaccio, ainsi que d'autres Résistants et Déportés présents aux séances, ont commenté et débattu avec le public après les projections, répondant en premier lieu aux questions d'un jeune public qui s'est révélé particulièrement passionné.

Marie Cristiani présente à des élèves du primaire le *Journal d'Anne Frank*



RENCONTRES CINÉMA HISTOIRE
Du 14 au 18 avril 2009
PROGRAMME

Ani, entends-tu ?
Journal d'Anne Frank
sur la place

AJACCIO BASTIA PORTO-VECCHIO PORTICCIO

GAULOISE

DISPARITION DE SERGE RAVANEL

C'est avec une grande émotion et une profonde tristesse que nous avons appris la disparition de notre Camarade et ami Serge Ravanal.

Avec lui disparaît l'un de ceux qui conduisirent l'insurrection nationale libératrice du printemps et de l'été 1944, après avoir contribué à la rendre possible et à en créer les conditions du succès.

Jeune Polytechnicien, Serge Ravanal fut de ceux qui choisirent le chemin de l'honneur, prenant contact dès avril 1941 avec le mouvement de Résistance du général Cochet, avant de rejoindre en septembre 1942 «Libération-Sud». Il connaîtra l'arrestation à trois reprises, mais réussira à chaque fois à s'évader pour reprendre le combat.

Organisateur et chef national des Groupes Francs des M.U.R., il devient le 1^{er} avril 1944 chef du 3^{ème} bureau de l'état-major des «Corps Francs de la Libération» et, le 6 juin 1944, il est nommé par le général Koenig chef régional des F.F.I du Sud-Ouest, rassemblant près de 50 000 hommes sous son commandement, avec le grade de colonel ; lesquels, lors de la Libération du Sud-Ouest (R4), feront près de 15000 prisonniers ennemis. Devenu Commandant de la Région militaire de Toulouse à la Libération, il sera grièvement blessé lors d'une mission à Paris fin septembre 1944.

C'est ce Résistant éminent que le général de Gaulle fit Compagnon de la Libération.

Notre Association, l'ANACR, dont Serge Ravanal fut membre du Bureau national à sa création, et dont il est resté membre du Conseil national jusqu'à son dernier souffle, s'incline avec douleur et respect devant sa mémoire, celle du combattant de la liberté qu'il n'a jamais cessé d'être depuis qu'il s'engagea dans le combat de Résistance.

Paris, le 27 avril 2008

Le Bureau National de l'Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

LES NOMS SUR LES MURS DE NOS VILLES...

Lors du Congrès que l'ANACR a tenu à Marseille, du 14 au 16 novembre 2008, il a été insisté sur le scandale que constitue la persistance dans encore trop de nombreuses villes de France de rues portant des noms de collaborateurs, tout particulièrement ceux d'Alexis Carrel et de Georges Claude. Alors même que des Résistants sont injustement oubliés.

L'exemple de la ville de Tours en 2004 est à suivre: il montre qu'il est possible de faire cesser le scandale et de réparer l'injustice...

Réunion du Conseil municipal de Tours du 12 juillet 2004 (extrait)

« Monsieur TOLOCHARD, Adjoint au Maire, donne lecture du rapport suivant :

« Nous avons été sollicités pour débaptiser l'actuelle rue Georges-Claude, personnalité scientifique connue pour ses travaux de recherches dans le domaine de la physique chimie, pour des applications civiles et militaires. Cette requête ne concerne bien évidemment pas cette qualité de Georges Claude, mais son engagement actif durant la seconde guerre mondiale en faveur du régime de Vichy et de la justification de l'occupation allemande. Sa notoriété de savant, son talent d'orateur et d'écrivain furent ainsi mis malheureusement au service de la propagande nazie. Membre actif du groupe appelé sans équivoque «Collaboration», agissant par pure conviction idéologique, Georges Claude multiplia les conférences, les émissions de radio, les communiqués de presse au cours desquels il préconisait la «réconciliation franco-allemande».

« Lors d'une conférence à Tours en Janvier 1942, il déclare : « Si l'Allemagne et ses chefs avaient voulu notre destruction, ils pouvaient anéantir une grande partie des dix millions de Français qui encombraient nos routes aux jours de l'exode; ils pouvaient détruire Paris et bien d'autres villes. Ne devons-nous pas au contraire en toute vérité reconnaître leur correction, leur tenue, leur politesse même. Ne devons-nous pas nous souvenir du témoignage d'un prix inestimable de M. Hitler lui-même à la valeur du soldat français? Il faut nous souvenir de la rapidité et de la profondeur de notre chute. Or, c'est à ce moment même que, à Montoire, le vainqueur total, au lieu de nous écraser, nous tendit loyalement la main. Mais il y a *Mein Kampf*, répondent certains Français à l'oreille complaisante pour la mafia juive de Londres. Or Monsieur Hitler n'a-t-il pas déclaré : « la rectification de *Mein Kampf*, je l'apporte tous les jours dans ma politique extérieure. Si je réussis le rapprochement entre les deux pays comme je le désire, ce sera une rectification digne de moi. » (...)

« Le 17 Août 1944, Georges Claude fait partie des premières grandes figures de la collaboration à être arrêté et incarcéré à Fresnes. Il est condamné à l'issue de son procès à la réclusion à perpétuité, la confiscation de ses biens, l'indignité nationale. Il n'évite la peine capitale qu'en raison de son âge, de sa qualité d'homme de science, et de témoignages arguant de sa sincérité et sa naïveté d'inventeur.

« Je propose donc pour ces motifs la débaptisation de la rue Georges-Claude et son remplacement par l'appellation rue Maurice-Genest.

« Né en 1899 à Saint-Avertin, ingénieur des travaux publics aux Ponts et Chaussées, **Maurice Genest** s'est illustré dans la Résistance. Utilisant un «ausweis» délivré par les autorités d'occupation à usage professionnel, document qui lui permettait de franchir la ligne de démarcation, il fit passer en zone libre des prisonniers de guerre évadés, des familles juives menacées par la déportation, des résistants poursuivis par la Gestapo, des aviateurs alliés dont l'avion avait été abattu par la DCA allemande. Soupçonné par la Gestapo, il échappa à une arrestation en septembre 1943, fut condamné à mort par contumace et ne put rentrer à Tours qu'à la Libération. Maurice Genest est décédé en juillet 1987. »

Adopté à l'unanimité....

Président d'honneur sous l'Occupation du Groupe «Collaboration», Georges Claude publie en 1941 un livre intitulé «De l'hostilité à la collaboration», et en 1942 un autre intitulé «Dans l'Europe nouvelle : Pouvons être fiers d'être français?»

On trouve péle-mêle dans ces livres et dans les centaines de conférences qu'il va faire durant toute la période de l'Occupation - que près de 500 des 750 journaux de Province existant alors vont publier - la dénonciation de l'Angleterre fauteuse de guerre, des Juifs, des Francs-maçons, l'apologie de la correction des troupes d'occupation, de la magnanimité d'Hitler... Au lendemain de l'entrevue de Montoire, il appelle les Français «à ne pas se cabrer dans une hostilité stérile, à accepter loyalement... une collaboration qui nous laisserait nettement français, avec nos traditions, nos croyances, libérés toutefois de l'idéologie funeste née de la Révolution française...»

Après les premières attaques de la Résistance contre les troupes d'occupation, il fulmine : «Par pitié pour la France, cessez d'aider les salopards et ne compliquez pas la tâche de ceux qui, en Allemagne ou ici, travaillent pour une bonne paix!» Le 21 mai 1944 encore, à Nice, il prêche l'adhésion des jeunes à la Milice, le 28 juillet 1944, il signe encore une lettre ouverte demandant la peine de mort contre les Résistants.

Le personnage, arrêté dans sa propriété de Sologne en août 1944 par un groupe de Résistants, sera condamné le 25 juin 1945 à la réclusion à perpétuité ; une perpétuité qui prendra fin... 4 ans plus tard. Il est mort libre en 1950 et, plus d'un demi-siècle plus tard, de manière scandaleuse, des rues continuent à porter son nom dans plusieurs localités de France (NDLR).

REFUSER LA VOIE DU DECLIN

L'U.F.A.C. forte des quarante-quatre associations nationales - dont l'A.N.A.C.R. - qui la composent et des quatre-vingt-treize Unions départementales - UDAC - qui irriguent par leur activité la quasi-totalité du territoire national, a réuni, le 5 mars 2009, à Paris, son Conseil d'Administration et la Commission Nationale de Coordination.

Devant deux faits majeurs concernant l'ensemble du Monde Combattant, une résolution a été adoptée lors des débats pour appeler « à la plus grande vigilance » les anciens combattants, les victimes de guerre et leurs ayants droit.

Les deux faits sont :

La disparition, en cours de réalisation, de la Direction des Statuts, des Pensions et de la Réinsertion Sociale - D.S.P.R.S. -, dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques - la R.G.P.P., mise en œuvre par le gouvernement.

L'adoption, le 27 janvier dernier, du deuxième contrat d'objectifs et de moyens - COM 2 - qui assure la continuité de l'existence de l'Office National des Anciens Combattants et des Victimes de guerre - l'O.N.A.C. jusqu'en 2013.

Le « COM 2 » comporte des dispositions que l'on peut juger négatives au regard de la réalisation de certaines missions incombant à cet établissement public, comme la diminution de ses effectifs, tant au niveau national qu'au niveau départemental, mais les représentants des associations de combattants, au premier chef les responsables de l'UFAC, ont obtenu l'adoption de nombreux amendements au projet initial, amendement qui, pour la plupart, placent le DROIT A REPARATION au centre des charges fixées à l'ONAC.

Surtout, il était essentiel de faire en sorte, par l'adoption du « COM 2 », que l'existence même de l'ONAC ne soit pas, purement et simplement, supprimée à très brève échéance.

Les Combattants de la Résistance, toute l'ANACR, sont particulièrement attachés à certaines missions de l'ONAC. Il en est ainsi de celles concernant la mémoire. Ils regrettent le non-renouvellement des contrats passés avec les « délégués-mémoire » départementaux.

Mais il reste que l'ONAC, dont la devise est « Mémoire et Solidarité » poura continuer, au cours des prochaines années, à participer, en liaison avec nos associations, aux efforts contre l'oubli, aux initiatives prises pour que les nouvelles générations n'ignorent pas, connaissent mieux les valeurs portées par la Résistance, les luttres menées, les sacrifices consentis durant l'Occupation et dans les combats pour la Libération.

Nous publions ci-dessous la résolution de l'UFAC, du 5 mars 2009.

Jacques WEILLER

L'Union Française des Associations de Combattants et de Victimes de Guerre (UFAC) renouvelle sa vive inquiétude face à la disparition de la Direction des Statuts, des Pensions et de la Réinsertion Sociale et à l'éclatement de ses missions; elle réaffirme son attachement indéfectible au Droit à réparation instauré par la loi du 31 mars 1919.

L'UFAC veillera à ce que cette disparition ne soit pas prétexte à l'altération des articles du Code des Pensions Militaires d'Invalidité, ce qui serait en totale contradiction avec les engagements du Président de la République: « Le Code des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre sera toujours le fondement des règles qui s'appliquent à leurs droits » (N. SARKOZY - lettre à l'UFAC du 2 avril 2007).

Consciente que l'avenir de l'ONAC exigeait la signature d'un second Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM2), l'UFAC redoute que les réductions d'effectifs annoncées, que l'intégration des Maisons de retraite et des Ecoles de réinsertion professionnelle (ERP) dans une future Fondation, que l'externalisation programmée de l'entretien des nécropoles nationales et hauts lieux de Mémoire, ne soient le prélude au démantèlement de l'ONAC au-delà de 2013, ce qu'elle n'acceptera jamais.

L'UFAC exige le maintien d'un interlocuteur ministériel privilégié ainsi qu'un budget réellement autonome doté des moyens nécessaires pour la mise en œuvre des lois qui fondent le Droit à réparation.

C'est pourquoi, l'UFAC s'insurge contre la diminution de 3 % du budget des Anciens Combattants et Victimes de Guerre dans la loi de Finances 2009. La disparition progressive des ayants droit ne peut et ne doit justifier la désaffectation de l'Etat envers les A.C. et V.G., trop de sujets intimement liés au Droit à réparation demeurent à régler.

L'UFAC appelle à la plus grande vigilance et demande aux 4 millions de ressortissants de l'ONAC, déjà en alerte maximum, de refuser la voie du déclin.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PROGRAMME

DU

CONSEIL NATIONAL

DE LA

RÉSISTANCE

(C. N. R.)

▼

Disponible dès maintenant au Siège national
79, rue St Blaise 75020 PARIS

Prix unitaire : 5 €
Par 30 l'unité : 4,50 €
Par 50 l'unité : 4 €
Par 100 l'unité : 3 €

Durant l'automne 1943 et l'hiver 1943-1944, les mouvements, partis et syndicats rassemblés depuis le 27 mai 1943 au sein du Conseil National de la Résistance (CNR) vont confronter leurs réflexions et propositions pour hâter l'heure de la délivrance mais aussi pour définir les contours d'une France libérée, régénérée, démocratique et solidaire à mettre en place dès la Libération.

Le 15 mars 1944, le CNR publie, sous le titre « Les Jours heureux », son Programme, ratifié par tous ses membres.

La mise en œuvre à partir de l'automne 1944 de nombre des mesures qu'il préconise va permettre de nombreuses avancées sociales, qui restent aujourd'hui encore des acquis précieux malgré les remises en cause dont elles ont été et sont l'objet.

Faire connaître au plus grand nombre le Programme du CNR et les valeurs qui l'inspirèrent, rappeler son existence et son contenu à tous les acteurs de la vie politique, économique et sociale, est un apport précieux au début démocratique et citoyen.

AVIS DE RECHERCHE

Julien PARENT, né en 1921 et décédé en 1991, a servi durant la Seconde Guerre mondiale au Régiment canadien des « Fusiliers Mont-Royal ». Après avoir participé à l'opération sur Dieppe en août 1942, il réussit à regagner la Grande-Bretagne. En juin 1944, lors du débarquement de Normandie, il est blessé à la bataille de la Ferme de Beauvoir et capturé par les Allemands. Soigné à Paris à l'Hôpital de la Pitié-Salpêtrière, il est ensuite interné dans un camp de prisonniers. Ayant réussi à s'échapper, il entre en contact avec l'infirmerie qui l'avait soigné à la Pitié-Salpêtrière et qui, après lui avoir procuré des faux-papiers, le met en contact avec un groupe de Résistants parisiens, avec lequel il participe à la Libération de Paris, avant de rejoindre son régiment. Il est démobilisé le 20 août 1945. Il est titulaire de plusieurs décorations canadiennes et de la CVR française. Dans son carnet d'adresses, son petit-fils a retrouvé le nom de Melle Colette BILLON ou BILHON, qui demeurait 4, rue de Fécamp, à Paris XI^{ème}. S'agit-il de l'infirmerie parisienne ? Qui pourrait nous renseigner ?

Contacteur Catherine REY
Rue Daniel Agostini
20137 - PORTO-VECCHIO
Tél.: 06 22 10 40 94
E-mail: cr.expert@orange.fr

Je cherche des informations sur le réseau FFI de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), ses combattants et ses actions, réseau infiltré et dénoncé en 1943. Ainsi que sur le parcours de mon grand-père, Francisco GOMEZ, républicain espagnol qui, après son arrestation, est passé par le camp d'Avi (Bordeaux), le camp d'internement de Compiègne (son nom est sur le mur du souvenir) avant d'être déporté Buchenwald et Dora.

Contacteur Céline DU CAMP
5, rue Valentin Terechkova
93200 - SAINT-DENIS
mail: cortine@free.fr

Mon beau-père était chef d'un groupe de résistants dans le Sud-Ouest. Je viens de trouver quelques courriers qui mentionnent les noms de 3 autres résistants. Ou pourrais-je trouver des renseignements complémentaires sur Pierre HONTHAAS (ancien Maire de Montory dans le 64, révoqué sous Vichy), Boris de LUTOMSKY (ou LUTOMSKY), médecin d'origine russe probablement décédé et qui avait obtenu de mon beau-père et d'autres résistants des attestations en vue d'authentifier un dossier de Résistant pour pouvoir travailler pour l'Education Nationale après la guerre, sur M. ANIZAN aujourd'hui décédé et qui était instituteur au Pays Basque à l'époque ? Ils agissaient avec M. de JAU-REGUIBERY, M. FERNANDEZ, probablement avec Arnaud BOUCHET, de Licq, le Dr PRIBAT peut-être... et les passeurs vers l'Espagne bien évidemment, mais je ne suis sûr de rien. Mon beau-père a failli être fusillé sur la place du village, à la suite d'une lettre de dénonciation, une autre fois, il avait été prévenu par l'un de ses cousins qui travaillait à la Préfecture à Pau, que 3 personnes l'avaient dénoncé...

Qui peut m'aider à en savoir plus ?

Contacteur Michèle HONTHAAS
E-mail: micheleonthaas@free.fr

J'ai entrepris de retracer les activités de mon père à Roanne pendant la période de décembre 1943 à juillet 1944. Il était attaché au service de renseignements parachutistes britannique dont la mission était de localiser des terrains d'atterrissage pour des opérations aériennes, et je crois savoir qu'il appartenait au groupe du capitaine Aucey (Pierre Berheim). Son vrai nom était Robert André JONES et j'essaie de trouver quel était son pseudonyme en ce temps-là. Il habitait chez M. Gustave Place, 2 Route de Commelles, Le Coteau (Loire) et aussi avec M. Maurice Forge, cottage Trianon, allée de la Libération, Riorges. Je serais très reconnaissant pour tout renseignement complémentaire sur les activités de ce groupe. D'avance merci.

Contacteur Linda JONES
E-mail: linda@activeservice.co.uk

Je recherche des témoignages relatifs à la filière de résistance et d'évasion du Rempach, sur les hauteurs de Linthal (vallée de Guebwiller - Haut-Rhin). Entre 1943 et 1945, mon arrière-grand-père Jules FISCHER et mon grand-père Aimé MARTIN avaient caché et ravitaillé dans leurs fermes de montagne plusieurs insoumis et évadés, leur permettant ensuite de quitter la zone annexée et de franchir les crêtes vosgiennes.

Contacts: Hubert MARTIN
71a, rue du Hilsenfirst - 68610-LINTHAL
E-mail: martinhub@wanadoo.fr

Dans le cadre familial, je cherche à retracer le passé résistant de mon grand-père. Malgré les nombreux courriers aux archives, au BCCAM de Pau, au Musée de la Résistance, j'ai du mal à trouver une quelconque trace de l'unité: « bataillon des Allobroges » qui a rejoint la 1^{ère} armée après la libération de Lyon. Malgré la carte FFI et quelques photos, personne n'a pu m'aider. Je serais heureuse si quelqu'un pouvait me donner quelques pistes.

Contacteur Florence BESSON (rc)
E-mail: hanako.flo@orange.fr

Mon grand-père Henri-Gabriel PATRY est mort le 25 novembre 1942 au Centre de détention de la Courtille à Melun (77). Il était résistant comme son frère Georges PATRY... Malheureusement, personne de la famille, ni les administrations ne savent où repose mon grand-père Henri-Gabriel! C'est tout de même étrange. J'ai su qu'une messe fut dite pour sa mémoire le 30 novembre 1942, mais sans autre précision. Je ne sais que faire pour retrouver une trace de son corps. Merci pour toute aide.

Contacteur Christophe QUENTIN
2 bis rue Malar 75007-PARIS
Tél: 01 45 58 46 14
E-mail: christophequentin@hotmail.com

Je fais des recherches sur mon grand-père qui était Résistant à Verdun dans la Meuse, mais je ne sais pas trop par où commencer, sachant que je n'ai que très peu d'informations, mis à part le fait qu'il a permis aux Américains de traverser la rivière Meuse, en empêchant, avec 3 de ses camarades, la destruction d'un pont à Verdun. Il a aussi été fait prisonnier et s'est évadé au bout de 8 jours (où, quand ?). Si vous avez des renseignements ou des contacts, n'hésitez pas.

Contacteur Marc SASIEK
E-mail: marc.sasiek@orange.fr

Mon oncle, Jean-Paul GUIDONI, combattant FFI, est mort au combat dans une embuscade à Calonges (Lot-et-Garonne) le 16 juillet 1944. Les éléments dont je dispose (après recherches) ne font état que de la courte période durant laquelle il a servi dans le Bataillon de Marche du Néracais, soit du 6 juin 1944 au 16 juillet 1944, date de sa mort au combat. Son numéro de matricule de recrutement étant 19421804 (Bureau d'Agaccio), cela signifierait donc qu'il est entré en Résistance en 1942, probablement en Corse. Je suis donc à la recherche de tout élément relatif à son parcours entre cette entrée en Résistance et son intégration dans le Bataillon de marche du Néracais. Qui pourrait m'en donner ou me dire où en trouver ?

Contacteur Thomas SAVELLI
Villa « Le Clos Fleuri »
134, impasse Desprez, 83000-TOULON
Tél: 04 94 36 58 56 / 06 10 03 10 60
E-mail: thomas.savelli@laposte.net

Je recherche des informations sur mon grand-père Manuel CORTES (tombe, lieu et date de naissance en Espagne, sa famille). Républicain espagnol, il est - connu sous le pseudo de « Manivelle » - entré dans la Résistance dans l'Yonne, région de Cravant - Saint-Cyrles-Colons. Selon Robert Bailly, il a été fusillé le 28 août 1944 par les hitlériens à Saint-Vincent (entre Tonnerre et Lézines) après avoir détourné un train à Tonnerre en partance pour l'Allemagne avec 2 autres Résistants espagnols, Francisco Doblado-Blanco et Valeriano Palencia-Cantos, du « maquis Vauban ». Ces trois Espagnols allaient faire une deuxième mission dans la région de Lézines lorsqu'ils sont tombés par hasard sur une colonne de l'Africa Korps (Doblado et Palencia ont été enrégistrés à la mairie de Saint-Vincent) et reconnus « Morts pour la France ». Cortés a peut-être été fait prisonnier pour être interrogé, torturé... Qui peut me renseigner ?

Contacteur Laurent PAUTRAT
8 rue de Sommeville, 89470-MONTEAU
Tél: 03 86 40 74 23
E-mail: laurent.pautrat@laposte.net

Je fais des recherches sur mon père, François GUERET, né le 20 décembre 1910 et qui, habitant Cherbourg et travaillant à l'Arsenal de la ville, est entré dans la Résistance en juin 1941. Il fut comme agent de renseignement intégré aux FFI jusqu'au 19 septembre 1944. Peu bavard, il ne nous a pas laissé de renseignements concernant cette période. Qui pourrait nous aider à connaître son rôle alors ? D'avance merci.

Contacteur Françoise PINEAU
57, rue Adrien Girettes, 50100-TOURLAVALLE

LA VIE DE L'ASSOCIATION

GIRONDE

Le 14 février 2009, à la Maison des Associations de Mérignac, a eu lieu, avec 35 participants, la réunion commune aux deux comités de Bordeaux et de Mérignac de remise des cartes 2009 sous la présidence de Marie-Pierre Pujol, Présidente du comité de Mérignac. Avec la présence de Pierre Michaud, président départemental, Jacques Loiseau co-président, Jacqueline Soulié et Andrée Fay, secrétaires, de M. Paul Bertrand, président du Comité d'entente des anciens combattants.

Après l'émouvant éloge d'adieu de Marie-Pierre Pujol à Roland Pénichon, auquel elle succéda à la présidence, et la minute de silence qui s'ensuivit, Andrée Fay lança un message de courage pour affronter cette année 2009, 65^{ème} anniversaire du programme du C.N.R. et de la Libération de la France, force étant de constater que les aspirations et les espérances de la Libération - monde de Paix, société humaine, solidaire et juste - sont en partie effacées. La crise que connaissent notre société et le monde pourrait susciter, en particulier chez ceux méconnaissant l'Histoire, un regain des idéologies que l'on aurait pu croire vaincues en 1945.

L'ANACR - poursuit Andrée Fay - a le devoir de faire connaître la réalité monstrueuse du fascisme depuis 1933, de transmettre la mémoire de la Résistance, de sa motivation, de ses combats antifascistes, de rappeler l'abnégation des Résistants qui luttèrent malgré les souffrances et la mort, d'inciter à la vigilance à l'égard du racisme, du négationnisme falsificateur, de l'approximation historique - y compris de certains historiens, des nostalgiques du nazisme et du pétainisme, d'utiliser pour mener ces combats tous les moyens: Concours de la Résistance et de la Déportation, recueil et diffusion de témoignages, site Internet, revues, bataille pour la reconnaissance du 27 mai comme Journée Nationale de la Résistance.

Puis, elle présenta le rapport d'activités en 2008 des comités de Bordeaux et de Mérignac, avec toutes les commémorations, les dates à respecter, à reconduire en 2009 avec, espérons-le, des « Amis(e)s » de plus en plus nombreux.

Le Comité de Mérignac compte dans ses rangs 6 Résistants et 18 amis; deux lotos organisés en 2008 lui ont permis d'assurer une trésorerie saine et ont facilité les dépenses du Congrès de Marseille. Quant au comité de Bordeaux, dont Jacqueline Soulié est la secrétaire, il compte 15 Résistants et « Amis » auxquels cette nouvelle formule de réunion semble parfaitement convenir.

Jacques Loiseau évoqua le Concours de la Résistance et de la Déportation: les témoignages des Résistant(e)s et Déporté(e)s restent d'une grande importance malgré la difficulté des sujets proposés. Mais qu'arrivera-t-il dans l'avenir si - les témoins de témoins - ne seront pas acceptés ? Déjà, l'ANACR, comme les autres associations de Résistants ou Déportés, ne sont guère sollicités dans le choix des sujets. Peu d'entre elles se retrouvent au sein du comité départemental organisant les concours en Gironde où l'ANACR a su se faire représenter par 1 Résistant et 2 « Amis ».

Le site « Ce que fut la Résistance en Gironde », mettant en ligne témoignages et archives concernant tant la Résistance que la Déportation recueillis par Jacques Loiseau, au prix de longues heures de travail, intéresse en moyenne 2500 à 3000 visiteurs par mois.

La revue trimestrielle « Résistance Unie » est un lien entre adhérents mais aussi un outil documentaire. Distribuée gratuitement à tous les lycées et collèges de la Gironde, avec un numéro spécial consacré au concours de l'année, elle est un complément au site Internet. Son édition reste onéreuse malgré une mise en page et une maquette réalisées en interne, et sa survie est actuellement liée à la subvention du Conseil général.

Marie-Pierre Pujol, professeur d'Histoire à Mérignac, évoqua ensuite le 27 mai. Mérignac est une des rares communes de Gironde où le 27 mai est dignement commémoré avec dépôt de gerbes à l'Arbre du Souvenir, planté voilà plusieurs années dans le parc de la mairie (gerbes des élèves, de la FNDIRP et de l'ANACR), puis réunion dans une salle de la Maison des associations avec lectures de poèmes, du devoir d'un élève (1^{er} prix national au concours de la Résistance et de la Déportation) et film réalisés par quelques élèves, suivi d'un pot amical offert par la mairie. En 2009, d'autres collègues viendront se joindre, ce qui laisse présager une très belle commémoration.

Pierre Michaud rappela ensuite quelques exemples de Résistants en Gironde, dont le sien: à 17 ans, il quitta « le bahut » pour passer - difficilement - en zone non occupée et rejoindre le maquis de Corrèze où il ne cessa de prendre des responsabilités.

Recherchant ce qui peut assurer la pérennité des idées de la Résistance et de son idéal, Jacques Loiseau proposa à l'assistance les différents moyens qu'il serait possible d'utiliser en dehors de l'appel aux témoins dont la disparition ne peut être remplacée. Constatant que le site Internet « Ce que fut la Résistance en Gironde » est constitué de plus de 900 pages d'informations, il soumet l'idée d'en utiliser les plus probantes pour la production d'une exposition, soit pour l'édition d'un CD-Rom ou d'un DVD. A titre d'exemple, certaines d'entre elles pouvant présenter un intérêt documentaire sont projetées sur un mur.

FINISTÈRE

Les Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance du Finistère ont tenu leur Assemblée Générale départementale le 3 avril 2009 au « Bon Accueil » entre Port-Launay et Châteaulin, ville dont Jean Moulin fut le Sous-Préfet, en présence notamment de M. Stéphane Marrec, Directeur départemental de l'ONACR, de Mme Véronique Hériault, Conseillère régionale, de M. Richard Ferrand, conseiller général, de M. le colonel Thierry Bizouart, commandant l'Ecole de gendarmerie de Châteaulin, de M. Bruno Corre, Directeur départemental des Archives. M. Denis Olagnon, sous-préfet de Châteaulin avait envoyé un message.

Cette Assemblée Générale a marqué un tournant dans l'histoire de l'ANACR du Finistère, avec le passage du flambeau de l'animation de l'ANACR et de son action des Résistantes et Résistants aux générations des Ami(e)s de la Résistance. A quelques mois du 65^{ème} anniversaire de la libération du Finistère, cette Assemblée a permis d'exprimer la reconnaissance et l'hommage dus à celles et ceux qui ont laissé leur vie dans le combat pour la liberté, la reconnaissance aux Résistantes et Résistants présents survivants de ce combat.

A quelques jours du 65^{ème} anniversaire du Programme du CNR, publié le 15 mars 1944 sous l'Occupation Nazie, les congressistes ont tenu à rappeler qu'il est l'héritage de tous, ayant permis d'assurer le rétablissement de la République et de sa magnifique devise: « Liberté, Egalité, Fraternité », la reconstruction et la prospérité d'un pays ruiné par la guerre. Plus que jamais il est nécessaire de le faire connaître à la jeunesse.

Les propos tenus par les invités ont enrichi et confirmé la mission incombant à tous ceux qui veulent œuvrer à la construction d'une mémoire collective, mémoire qui se doit de préserver et de renforcer les valeurs de démocratie et d'humanisme en se gardant des dangers de l'extrême-droite et du négationnisme.

Ainsi le colonel Thierry Bizouart, commandant l'Ecole de Gendarmerie de Châteaulin, rappela notamment la complexité de la période 1939-1945 au cours de laquelle des gendarmes résistent leur vie en refusant les ordres de la dictature de Vichy et en s'opposant à l'Allemagne nazie. Les promotions sortant de l'école de Châteaulin prennent les noms de certains d'entre eux.

M. Stéphane Marrec, Directeur Départemental de l'ONACR, insista sur l'importance du lien intergénérationnel, qui suppose aussi bien la participation des plus jeunes aux cérémonies commémoratives que le renforcement des interventions des Anciens Combattants de la Résistance et Ami(e)s de la Résistance du Finistère au sein des établissements scolaires des interventions soutenues par le Préfet du Finistère et qui font partie intégrante du parcours citoyen qui doit contribuer à donner du sens à la vie de chaque jeune, dans l'intérêt général.

M. Bruno Corre, directeur des Archives Départementales, s'est dit prêt à appuyer la volonté des membres de l'ANACR de préserver et de valoriser les documents écrits et oraux légués par les Résistantes, les Résistants et leurs familles.

M. Roger Faligot, auteur de « la Rose et l'Edelweiss », évoqua la dimension européenne de la résistance à l'oppression nazie.

Afin de mener à bien leur mission, les projets des membres de l'ANACR du Finistère - Résistants et Ami(e)s de la Résistance - ne manquent pas: Projets d'écriture et d'édition (Un premier livre, Résistants et maquisards du Finistère, vient de paraître), Centre d'information, de documentation et d'archives, « Chemins de la Résistance » sur les traces des lieux de parachutage, d'hébergement des maquis, des points d'accès des clandestins sur la côte, travail de recherche sur la déportation.

Ces projets, en concertation avec d'autres associations de mémoire et le soutien du Conseil Général, de l'ONACR, permettront de rassembler talents et énergies.

Par ailleurs l'Assemblée a approuvé à l'unanimité les nouveaux statuts départementaux conformes aux statuts nationaux adoptés au Congrès de Limoges en octobre 2006, ainsi que le rapport financier présenté par la Trésorerie départementale Pierrette Le Floch, le rapport moral et d'activité présenté par la Présidente départementale Anne Friant et le secrétaire départemental Pascal Prigent, puis a procédé à l'élection du Comité Directeur - où entrent André Le Cras, Marcel Hubert et Michel Madec - et du Bureau départemental, où entrent Bernard Le Guillou et Pierre Fournet-Fayas.

Louis Lozac'h, ancien Président départemental, Eugène Littoux, ancien Trésorier départemental ainsi que Mimi Salou, Yves Autret, Jacob Mendres, Edouard Lejeune, Michel Mazéas et Mimi Hilly ont été élus présidents d'honneur.

L'Assemblée a rendu particulièrement hommage à l'action au service de l'ANACR de Louis Lozac'h, d'Eugène Littoux, d'Egide De Bortoli et de Mimi Hilly.

Après le verre de l'amitié et le repas fraternel, suivi d'une visite en car à la chapelle de Kerliou où une plaque rappelle qu'il y a eu là le « Deuxième maquis de Bretagne », la journée se termina par une cérémonie d'hommage à Jean moulin et un accueil chaleureux à la mairie de Châteaulin.

LIBERATION PTT

L'Assemblée générale de Libération nationale - PTT, association nationale adhérente à l'ANACR, s'est tenue le 6 février 2009 dans la salle des Congrès de l'ancien ministère des PTT, avenue de Ségur à Paris, sous la présidence de Jean Blanchon, entouré de Michel Delugin secrétaire général de Libé PTT, Jacques Varin, secrétaire général adjoint de l'ANACR représentant la direction nationale, Charles Sancel, secrétaire général adjoint de Libé PTT, Suzanne Gatellier membre du CA de Libé-PTT, Jean-Luc Molins représentant la FAPT-CGT, Maurice Desseigne de l'Institut d'Histoire Sociale de la FAPT-CGT, Michel Varelle de l'Union Fédérale des Retraités de la FAPT et Jacques Richet représentant du CCUES de France Télécom.

Après la minute de silence à la mémoire des adhérents disparus en 2008, Jean Blanchon déclara « ouverte » l'assemblée générale et donna la parole à Michel Delugin pour la présentation du rapport d'activité :

« Durant l'année 2008, Libé-PTT a rendu hommage le 29 janvier à la mémoire de Marie-Thérèse Fleury au bureau de Paris 20^{ème}, où elle travaillait au moment de son arrestation.

« Nous avons été présents dans les commémorations officielles ici même, pour le 8 mai, pour la Libération de Paris en août, pour le 11 novembre, et à la Recette Principale, rue du Louvre pour la Libération de Paris et à la mémoire des facteurs Vaguet et Basile, ainsi que, toujours pour la Libération de Paris, à l'Arc-de-Triomphe avec l'ANACR le 23 août.

« Nous avons été présents au Congrès de la FAPT à Grenoble du 17 au 21 mars avec notre exposition et une prise de parole de Charles Sancel devant 400 congressistes, présents à la Conférence nationale de l'Union Fédérale des Retraités (UFR), les 7, 8, 9 octobre à La Londe les Maures, avec une intervention de Charles Sancel présentant Libération Nationale et son travail de mémoire.

« Notre exposition a séjourné pendant plus d'un mois, au cours de l'été, à la Maison départementale de la Résistance, de la déportation et de la Citoyenneté de l'Aveyron, à Aubin, présentée par Ernest Le Strat et Michel Delugin devant une nombreuse assistance de responsables d'associations, d'élus, maires et conseillers généraux, directeur départemental de l'ONACR ainsi que des syndicalistes de la CFDT et de la CGT.

« Colette Pallares s'est déplacée plusieurs fois dans le Calvados et la Manche pour préparer une exposition - qui sera présentée le 16 février à Caen - sur le rôle des agents des PTT au service des troupes du Débarquement de juin 1944.

Christian Austruy et Colette Pallares, ont participé à l'initiative de la mairie du 19^{ème} intitulée « les associations du 19^{ème} vous invitent dans leur maison ». Libé-PTT partageant un stand avec une section de l'ANACR et l'association « Convoi 6 » de la déportation à Auschwitz.

« Deux prises de paroles eurent lieu à la Recette Principale de Paris devant la stèle dans la grande salle des guichets : Joël Ragonneau au titre de la section syndicale de ce bureau et Georges Duffau-Epstein président de l'association des familles de fusillés et massacrés, de la Résistance. Puis à la mairie du 2^{ème} arrondissement (où habitait Vaguet), Jean Darracq et le maire, Jacques Boutault, saluèrent la mémoire des fusillés et des victimes du nazisme.

« Notre activité ne se limite pas, bien sûr, aux seules commémorations et expositions. Nous sommes très attentifs aux questions plus générales concernant le monde combattant et plus spécialement, celui de la Résistance. L'an dernier, ici même, nous avions dit nos inquiétudes eu égard à une éventuelle remise en cause de certaines commémorations.

« J'ajoute quelque chose : outre la grande plaque fleurie traditionnellement par le Ministre, les ACVG des PTT et notre propre association, plaque menacée si l'immeuble est vendu, il se trouve un peu sur le côté, une petite plaque rappelant le sort tragique d'un ancien ministre assassiné par la milice de Pétain, Georges Mandel. Or, les cérémonies se passent comme si cette plaque n'existait pas. On sait que Georges Mandel n'a pas laissé le meilleur souvenir parmi le personnel des PTT, mais cela n'enlève rien au mérite de son comportement antifasciste, et à l'Occupant, et au fait qu'il ait été abattu comme un chien par les miliciens de l'Etat de Vichy. Au moins, en 2004, 60^{ème} anniversaire de son assassinat, un hommage aurait pu être rendu à cet homme d'Etat arrêté dès 1940, incarcéré, déporté comme otage près de Buchenwald, tué par la milice en juillet 1944 en forêt de Fontainebleau.

« Puis l'Assemblée entendit les interventions de Jacques Varin, au nom de la direction nationale de l'ANACR, et des autres invités, Jean-Luc Molins, Maurice Desseigne, Michel Varelle et Jacques Richet. »

SEINE-SAINT-DENIS

Le 7 mars dernier s'est tenue à l'«Espace Jean-Moulin de Noisy-le-Grand» une réunion reconstitutive du comité local de l'ANACR disparu depuis quelques années.

Pour l'année qui vient, le nouveau comité se fixe comme objectifs de rencontrer des anciens déportés (en prenant contact avec la FNDIRP) et des anciens résistants (en liaison avec l'ULAC) afin de s'adresser aux enseignants - en premier lieu d'histoire - dès que sera connu avec précision le sujet du Concours de la Résistance pour 2009-2010 (70^{ème} anniversaire de l'Appel du 18 juin), de rencontrer les organisateurs du festival « La Résistance au cinéma » à travers le « 93 », qui a lieu chaque février, la programmation étant affinée chaque automne ainsi que le choix des salles disponibles dans les communes, de participer à la création des Conseils consultatifs de quartiers comme membre d'une association locale, faisant ainsi connaître l'ANACR, d'inviter conjoints, amis, relations, curieux d'histoire à assister aux réunions du comité de l'ANACR.

Une direction provisoire, ayant pour président Louis Segrestan, secrétaire Eliane Segrestan et trésorière Carmen Sanchez, a été mise en place.

AINSE

Le 8 mars dernier, une impressionnante cérémonie s'est déroulée à Bosmont-sur-Serre en l'honneur de Paul Nice (1907-1982), sergent FFI et chef de groupe à Bosmont-sur-Serre (secteur OCM de Taux).

Réunissant plus de 200 personnes, 36 portedrapeaux et plusieurs personnalités politiques parmi lesquelles le Sénateur et Président du Conseil général de l'Aisne Yves Daudigny, des Conseillers régionaux et généraux, cette cérémonie du souvenir, organisée par son fils Alain, avec le soutien de l'ANACR, de l'Association des Médailles de la Résistance, des FFL-1^{ère} DFL, FFL-Rhin et Danube et d'autres associations patriotiques, était une façon de répondre, un an après les faits, à une ignoble lettre anonyme injurieuse à l'encontre de ce Résistant, calomnié 26 ans après sa mort à l'occasion des élections municipales auxquelles son fils était candidat sur une liste d'opposition.

Cette cérémonie faisait suite à une plainte contre X, avec constitution de partie civile, déposée par la famille en mars 2008, relayée en avril suivant par l'ANACR de l'Aisne puis en octobre par l'Association Nationale des Médailles de la Résistance, plainte suivie d'une enquête toujours en cours.

DRÔME

Les Comités ANACR de Romans/Bourg de Péage puis de Valence ont en janvier et mars 2009 organisé l'exposition de quelque 250 œuvres de Roger Payen sous le titre « Parcours Santé », à la médiathèque de Romans, et à l'espace culturel « Louis-Aragon » de Portes-lès-Valence. Roger Payen, entré en clandestinité fin septembre 1939, et son épouse Suzanne furent arrêtés en mars 1943 ; ils furent torturés à Paris par les Brigades Spéciales, puis emprisonnés jusqu'à l'insurrection de Paris en août 1944.

L'humour et une volonté de communiquer par le texte et les dessins fut pour Roger Payen le moyen de conserver sa dignité. Ainsi, sur des formats très petits, de la taille parfois d'une boîte d'allumettes il a pu magnifier par le dessin, des aquarelles, des textes, l'esprit d'une Résistance intensément partagée avec les autres détenus, avec l'indulgence complicité d'un certain nombre de gardiens auxquels on doit le sauvetage miraculeux de la totalité de l'œuvre de celui qui était dans la vie civile architecte et décorateur.

Le vernissage à Romans s'est déroulé en présence de Roger Payen, qui fêtait ce jour là son 96^{ème} anniversaire ; il fut aussi présent à Portes-lès-Valence.

NOS DEUILS • NOS DEUILS • NOS DEUILS

Chaque mois, les comités de l'ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération.

La Direction nationale de l'association et son journal adressent aux familles et amis des disparus, leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Roland BOISIER, Eléonore DEROBERT (Haute-Savoie)

Décédé le 11 mars dernier à l'âge 87 ans, Roland Boisier fut réfractaire au STO. En janvier 1943, il entre dans la Résistance à Plaine Joug (région de Passy), puis au bataillon FTFP du Mont Blanc et participe à de nombreux accrochages avec l'ennemi. Promu capitaine FFI, il désarme le 2 juillet 1944, avec 2 autres Résistants, 35 membres des G.M.R. et participe à la libération de Cluses. Après la reddition des Allemands à Chamonix, il enlève le drapeau nazi à l'hôtel Magestic. Il était titulaire des Croix de Guerre, du Combattant et de la Médaille des Blessés de guerre. L'un des premiers membres du Comité ANACR, il est aussi l'un des fondateurs du Musée de la Résistance de Bonneville. Roland Boisier avait été élu membre du Conseil national de l'ANACR en 1984 et le resta jusqu'en 2002, en devenant alors membre d'honneur.

Eléonore Derobert, décédée le 31 mars à l'âge de 80 ans, membre du Bureau départemental de l'ANACR, assumait la responsabilité de son comité de Frangy. Membre du Conseil national de 1996 à 2006, elle en avait été réélue membre d'honneur au Congrès de Marseille.

Yves ADER, Henri BEDEL, Rémi DEVÈZE (Gers)
Disparu à 86 ans Yves Ader participa à la Résistance dans la région de Seissan avec le bataillon Raynaud, compagnie Dominique. Il combattit sur le front de l'Atlantique et participa à la libération de l'île d'Oleron.

Henri Bedel, décédé à 96 ans à Vic-Fezensac, travaillait pendant la Guerre aux PTT à Bordeaux mais dut en partir, recherché par la Milice. Il fit des navettes entre Bordeaux et Le Havre, avait de participer il participa à la libération du Gers avec le Bataillon de l'Armagnac.

Rémi Devèze participa à la Résistance dans la région de Saint-Clar, notamment en réceptionnant parachutistes à la ferme de ses parents à Cadelhan. Intégré au « Groupe Prosper » de Fleurance, il participa à la Libération du Gers.

Roger LEUDIERE (Amicale du 15-1)

Disparu à l'âge de 81 ans, Roger Leudière, né en 1928, entra très jeune dans la Résistance et après la Libération poursuivit la lutte dans les rangs du 151^{ère} R.I., le 15-1, le régiment de Fabien. Grièvement blessé le 13 avril 1945 en Forêt-noire, il fut d'abord hospitalisé à Mutzig, en Alsace, puis transféré dans un hôpital marseillais. Après avoir subi plusieurs opérations, il sera rendu à la vie civile en 1949 et reprendra son métier d'ajusteur en usine. Trésorier puis après 2004 président des Anciens du 15-1 (Rancourt-Verdun-Brigade Fabien), il était l'un des principaux organisateurs de l'Hommage annuel à Fabien. Roger Leudière était Chevalier de la Légion d'Honneur, médaillé militaire, titulaire de la Croix de Guerre avec deux citations, de la Médaille du Combattant.

Julienne VOLAT (Yvelines)

Disparue début décembre 2008 à l'âge de 94 ans, Julienne Volat fut chargée de la récupération et du transport d'armes, elle recruta pour la Résistance une quarantaine de femmes et hommes, apporta son aide aux Résistants recherchés, cacha des prisonniers soviétiques évadés des chantiers de l'Organisation Todt chargés de la réparation des voies ferrées du Triège d'Archères et des environs endommagées par les bombardements alliés. Dirigeante des réseaux de la Résistance de la Région acheroise, elle reçut le 19 août 1944 l'ordre d'occuper la mairie d'Archères et de freiner la retraite des Allemands. Désignée par le Comité local de la Libération pour assurer la direction et le ravitaillement de la commune, élue au Conseil municipal d'Archères en 1945, elle en sera maire jusqu'en 1969.

Jean GRIMA (Bouches-du-Rhône)

Né en 1926 à Marseille. Jean Grima entra dans la Résistance à 17 ans et participa aux combats de la libération de Marseille. Longtemps membre du Comité Directeur départemental, il fut Secrétaire Général Départemental de 1998 à 2003. Elu au Comité national de l'ANACR au congrès de Saint-Brieuc en 2000 Membre Honoraire du Conseil National. Il était titulaire des Croix du Combattant volontaire et du Combattant, et était Chevalier de l'Ordre National du Mérite.

Eliette HERVOIN (Aveyron)

Née en 1923, Eliette fit des études secondaires à Villefranche-de-Rouergue puis obtint son Brevet supérieur au Cours complémentaire de Cransac. En 1942, à l'âge de 19 ans, elle est recrutée comme employée auxiliaire des PTT et affectée au central téléphonique de Riom (63), devenu stratégique du fait de sa double proximité avec la ligne de démarcation (jusqu'en novembre 1942) et avec la ville de Vichy. Son père, Raoul Bessière, membre de l'AS, dénoncé, fut arrêté par la Gestapo de Rodez, interné au camp de Compiègne puis déporté, d'abord vers Auschwitz (convoi dit des « Tatoués ») puis vers Buchenwald et, enfin Flossenbürg, où il décéda. Après avoir participé à l'accueil des déportés à l'hôtel Lutétia, Eliette Hervoin s'engagea dès la fin de la guerre dans la transmission de la mémoire de la déportation politique, comme de la Shoah, et de l'esprit de la Résistance. Membre dès l'origine de la FNDIRP, elle en assumait le secrétariat départemental et occupa jusqu'à ses derniers instants des fonctions essentielles au sein de la direction départementale de l'ANACR. Dans les dix dernières années, elle fut la cheville ouvrière de la création, à Aubin, de la Maison de la Résistance, de la Déportation et de la Citoyenneté.

Jean COUTURIER (Ain)

Le 28 juin 1940, dix jours après l'Appel du général de Gaulle qui restera son guide jusqu'à ses dernières heures, Jean Couturier achète une imprimette portative pour confectionner des tracts contre l'ennemi. Ainsi commencent les distributions nocturnes de journaux clandestins. Et puis, devenant aide de camp du colonel Emile Coulaudon, alias « Gaspard », chef des FFI d'Auvergne, il intègre la maison forestière du Mont-Mouchet où, sur les 2700 incorporés, plusieurs centaines de « copains du Cantal » - dont il préservait l'anonymat en transportant la liste sur sa poitrine avec un bâton de dynamite - perdont la vie dans de sanglants combats. Conscient qu'il était de son devoir de laisser des traces indélébiles de cette période de misère et d'héroïsme, il fut à l'origine, à partir de 1970, de la création de documents historico-philatéliques tout à fait uniques retraçant ces années de guerre portant témoignage pour les générations futures. Travaillant dans l'industrie pharmaceutique, il fondera l'association Assistance Médicale inter-santaire composée de membres des professions de la Santé, afin d'apporter aide en médicaments et matériels de soins aux plus démunis du Burkina Faso et du Togo.

Georges QUIQUERÉ (Hauts-de-Seine)

Disparu le 8 mars dernier dans sa 89^{ème} année, Georges Quiquéré, réfractaire au STO, organisa une grève à la Compagnie industrielle des téléphones de Paris, entreprise de plus de 3000 salariés. Responsable du Front Patriotique de la Jeunesse, il est arrêté à Asnières avec sa femme par la Gestapo en mars 1944, et déporté à Sachsenhausen. Georges Quiquéré était Chevalier de la Légion d'honneur et Médaille de la Résistance.

Gabriel MADEVA, Artémise VIZIOZ (Isère)

Né à Mons en 1922, Gabriel Madeva s'engagea dans l'armée de l'Armistice, et fut affecté à la base aérienne de Toulouse-Francazal, puis à Perpignan. En février 1943, il entre dans la Résistance, à Vizille, dans le groupe « Combat ». Travaillant le jour comme manutentionnaire dans une usine de chlore à Jarrie, il distribue le soir des tracts et fait des inscriptions antinazies et antipétainistes sur les routes. En mars 1943, requis pour le STO, il se cache au maquis, au dessus de la Motte d'Avellans. En décembre 1943, il est muté à Seyssinet-Pariset, où réside M. Perisse, l'un des chefs de « Combat », avant de partir avec une douzaine d'autres se loger dans un chalet. Participant durant cette période à des distributions de tracts, à des sabotages, à des déraillements, il va le 26 mars 1944 être blessé et fait prisonnier par la Milice avec 3 autres camarades, qui ne reviendront pas de déportation. Transporté à l'hôpital de la Tronche, protégé par le docteur Sigaud, il en sortira le jour de la Libération le 22 août 1944. Rejoignant son groupe, il participe au combat de Gières avant d'être incorporé dans l'armée comme sergent. Coprésident départemental de l'ANACR de l'Isère depuis 1992, Gabriel Madeva fut élu au Conseil National au congrès de Châteauroux en 1996, il en devint membre honoraire à celui de Limoges en 2004.

Artémise Vizioz naquit en 1926 à Modane de parents italiens immigrés fuyant le fascisme. Fréquentant l'Ecole Ménagère de Grenoble, elle refusa en 1941 d'aller avec son école voir Pétain lors de sa visite à Grenoble en 1941, et sera sanctionnée pour ce refus. Elle connut la période dure de l'Occupation avec ses restrictions. Ouvrière dans un atelier de couture fin 1943 ou début 1944, elle restera dans cette branche professionnelle une trentaine d'années. A la Libération, âgée de 18 ans, elle rejoignit les Jeunesses communistes en même temps qu'elle devient marraine du 15^{ème} rgt de chasseurs alpins. Militante syndicaliste et anticolonialiste, venue avec son mari Henri Vizioz habiter Echirolles, employée au collège, Artémise va s'investir dans le mouvement associatif de la ville, dans la transmission de la mémoire des combats et des valeurs de la Résistance en premier lieu en direction des élèves d'Echirolles et rejoindre les Amis de la Résistance (ANACR) avec lesquels elle organisera rencontres dans les lycées, voyages sur des hauts-lieux de Résistance, participations de scolaires aux festivals isérois du film de Résistance. En 2004, elle joua un rôle important dans l'organisation du congrès national de l'ANACR à Grenoble.

Robert JACQUEMAI (Vaucluse)

Décédé en mars 2009 à Carpentras à l'âge de 88 ans, Robert Jacquemai, Résistant, avait été dénoncé et arrêté en mars 1944 avec 8 membres de sa famille dans le Doubs. Emprisonné à Montbéliard puis à Besançon, condamné à mort, il fut transféré à Belfort, sa nationalité suisse lui donnant un sursis. Déporté au Camp de Neuengamme (Kommando de Wilhelmshaven), il est libéré le 3 mai 1945 par la Croix Rouge suisse. Il était Chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre National du Mérite, Croix de Guerre, Médaille militaire et Croix du C.V.R.

Le Comité ANACR du Vaucluse déplore aussi la disparition en mars 2009, à l'âge 79 ans, d'Isabelle DESERRER, Amie de la Résistance, Porte-drapeau du Comité de Pernes.

LES LETTRES FRANÇAISES ET LES ÉTOILES DANS LA CLANDESTINITÉ, 1942-1944.

Présentées par François Eychart et Georges Aillaud

Les Editions du Cherche-Midi viennent de publier en fac-similé dans l'intégralité de leurs parutions deux journaux clandestins dont le rôle fut essentiel dans la mobilisation des intellectuels dans les rangs de la Résistance et dans la lutte d'idées contre les idéologies obscurantistes, de renoncement et - pire - de collaboration sous-tendant la politique pétainiste, en premier lieu dans les domaines de l'enseignement, de l'université, de la pensée, des arts et des lettres.

Ce furent en Zone nord *Les Lettres Françaises* et en Zone sud « *Les Étoiles* », dont les rééditions sont respectivement présentées, commentées et annotées par François Eychart et par Georges Aillaud. Leur naissance en septembre 1942 pour *Les Lettres Françaises*, en février 1943 pour *Les Étoiles*, s'inscrivait dans la continuité de *L'Université libre*, journal clandestin créé dès octobre 1940 par trois universitaires communistes, Jacques Decour, Georges Politzer et Jacques Solomon, qui vont être aussi les créateurs de la *Pensée Libre*, revue dont deux numéros seront publiés, en février 1941 et février 1942.

LES LETTRES FRANÇAISES

Après la création, en mai 1941 à l'initiative du Parti Communiste, du « Front National pour la Libération et l'Indépendance de la France » se met en place en son sein un « Comité National des Écrivains », dont l'organe sera *Les Lettres Françaises* que Jacques Decour, professeur au Lycée Rollin et rédacteur avant guerre de la revue littéraire Com-

muné, est chargé de diriger.

En juillet 1941 à lieu à Paris, en présence de Georges Dudach assurant la liaison avec la direction clandestine du Parti communiste, une réunion entre Jacques Decour et Louis Aragon, qui conseille alors d'associer Jean Paulhan à la nouvelle publication. Jacques Decour entame le recueil des textes pour un premier numéro, dont on ne connaît que le sommaire⁽¹⁾ et qui ne paraîtra pas: Decour est arrêté, ainsi que Politzer et Solomon; les nazis le fusilleront comme otage le 30 mai 1942 au Mont-Valérien.

Journaliste et écrivain communiste, Claude Morgan reconstitue après l'arrestation de Decour une équipe autour de Jean Paulhan, d'Edith Thomas, de Jean Guéhenno, Charles Vildrac et Jean Vaudal. Le premier numéro paraît en septembre 1942, avec la publication du manifeste du « Front National des Écrivains », un Adieu à Jacques Decour et un appel à célébrer le 150^e anniversaire de Valmy.

Ronéotypées puis imprimées à Paris, *Les Lettres Françaises* publieront 19 numéros jusqu'à la Libération plus en août 1944 un numéro spécial consacré à la tragédie d'Ora-

⁽¹⁾ Publication du Manifeste du C.N.E., présenté par Jacques Decour, article de Jean Blanzat dénonçant l'attitude collaborationniste de Montherlant, notes de François Mauriac et Jean Paulhan, critiques de livres par Jean Vaudal et Pierre de Lescure, *Études sur la Philosophie anglaise* de Jacques Debu-Bridel, récit de la mort des otages de Châteaubriant.

dour-sur-Glane, leur tirage s'élevant à 12 000 exemplaires, en 1944. A partir de la fin 1942, les sommaires s'étaient enrichis au fil des numéros de contributions de Pierre Villon, Paul Eluard, Aragon, Jean-Paul Sartre, Michel Leiris, Yves Farge, Georges Adam, Louis Daquin, Georges Sadoul, Claude Roy, François Mauriac, Elsa Triolet, Jean Cassou, Pierre Seghers, Albert Camus, Georges Auric...

Les Lettres Françaises vont insérer dans leur pagination à partir du n°14 de mars 1944 *La Scène française*, organe du « Front National du Théâtre », du n°15 d'avril 1944 *L'Écran français*, organe du « Front National du Cinéma », du n°19 de juillet 1944 *Le Musicien d'Aujourd'hui*, organe du « Front National de la Musique ». Un *Almanach des Lettres Françaises* sera aussi publié en mars 1944 avec des textes de Claude Morgan, Paul Eluard, Louis Aragon, François Mauriac, Georges Adam, Fernand Leriché, Frédéric Joliot-Curie...

LES ÉTOILES

En Zone sud, à l'initiative d'Aragon et d'Elsa Triolet repliés dans la Drôme, paraît le 1^{er} février 1943 le premier numéro du journal clandestin « *Les Étoiles* ». Aux côtés d'Aragon qui en est l'âme, deux intellectuels catholiques: l'universitaire Auguste Anglès et Stanislas Fumet, cofondateur de *Témoignage chrétien*, Henri Malherbe, Prix Goncourt 1917 et ancien vice-président des Croix-de-feu, l'écrivain Jean Prévost, qui forment avec Aragon les cinq branches de la première... étoile. A ces fondateurs se joindront d'autres intellectuels tel Georges Sadoul, l'on évoque sans certitude le nom de François Mauriac...

Les Étoiles reprendront des articles des *Lettres Françaises* et d'autres journaux clandestins: ainsi le n°5 des *Étoiles* cite le n° du

18 mars 1943 de *France d'Abord*, organe des FTP, elles publient les manifestes du « Comité National des Écrivains », annoncent la création du « Comité National des Journalistes », celle du « Comité National des Professeurs », publient le catalogue clandestin des Editions du Minuit (fondées en 1941 par Jean Bruller - alias Vercors - et Pierre de Lescure) et de la Bibliothèque française (fondée par Aragon en Zone sud)...

Au total, ce seront 17 numéros des *Étoiles* qui paraîtront jusque fin mars 1944, dactylographiés puis imprimés à Lyon, Toulouse, Saint-Flour et Valence, notamment grâce à l'efficacité technique de Georges Ternet.

Les deux revues dénoncent les exactions de l'occupant nazi et de ses complices de Vichy, les compromissions des écrivains collaborateurs dont certains tel Brasillach appelé au meurtre contre les Résistants, mais elles relaient aussi les mots d'ordre patriotiques de la Résistance dont elles exaltent les actions, elles rendent hommage au martyre des intellectuels assassinés par les nazis, *Les Lettres Françaises* se feront l'écho du Programme du CNR et de ses espérances...

La présentation des *Lettres Françaises* de François Eychart, l'étude comparative des contenus des *Lettres Françaises* et des *Étoiles* par Georges Aillaud, les notices biographiques de tous les noms cités, contribuent à faire de cette réédition une œuvre de qualité, indispensable à tous ceux que la Résistance des Intellectuels sous l'Occupation passionne et pour qui elle est un exemple de dignité.

Les Lettres françaises et Les Étoiles dans la clandestinité, 1942-1944. Présentées par François Eychart et Georges Aillaud (279 pages, Éditions Le Cherche-Midi, 2008, 24 euros).

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL: ROBERT CHAMBEIRON TÉMOIGNE

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE (C.N.R.)



LE CNR ET SON PROGRAMME

Entretien avec Robert CHAMBEIRON, secrétaire général-adjoint du CNR

VIDEO-CASSETTE

VHS-PAL (60 minutes)..... l'unité : 23 € x =
Par 10, l'unité : 20 : 20 € x =

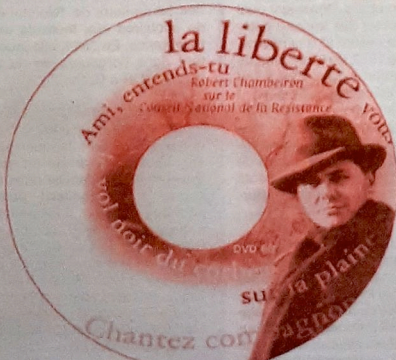
DVD (60 minutes)

L'unité : 28 € x =
Par 10, l'unité : 25 € : 25 € x =
Total : €

Franco de port

Toute demande d'envoi en recommandé sera facturée

Les commandes doivent être adressées à l'Association Nationale des Ami(e)s de la Résistance (A.N.A.C.R.) 79, rue Saint Blaise 75020 PARIS - chèque à l'ordre de l'A.N.A.C.R.



DE TRÈS CURIEUX BASCULEMENTS D'ESPRIT...

Présentés par Simon Epstein

Historien israélien, Simon Epstein vient de publier chez Albin Michel un ouvrage intitulé: « *Un paradoxe Français...* » (Des recherches sur le sujet prouveraient sans nul doute qu'il ne s'agit pas seulement d'un phénomène français.)

De quoi s'agit-il? De changements d'opinions, donc de comportements que nous ne connaissons pas tous.

Par exemple, l'auteur révèle qu'en 1931 Doriot soutenait l'action de la « Ligue Internationale contre l'Antisémitisme » avant de devenir le leader fasciste du PPF qui terminera sa vie sous l'uniforme SS, que le 10 mai 1933 l'écrivain Paul Chack participait à un grand meeting contre l'antisémitisme nazi au Trocadéro... mais fut exécuté en 1945 en raison de la condamnation que lui valut son comportement bien connu pendant l'Occupation. Le

« traître de Stuttgart », Paul Ferdinand, avait proclamé en 1934 son horreur du racisme.

Pierre-Antoine Cousteau était un pacifiste « convaincu » avant de collaborer à *Je suis partout*. Marc Augier, secrétaire général des « Auberges de la Jeunesse » jusqu'au début de la guerre, finit celle-ci comme officier de Waffen-S.S., l'un des derniers combattants nazis dans les ruines de Berlin. (Il en a fait un livre!)

Dans le même temps, heureusement, des hommes qui avaient précédemment manifesté un nationalisme très inquietant avaient pris le chemin du devoir et l'auteur de rappeler par exemple le Colonel Rémy et surtout Honoré d'Estienne d'Orves...

« *Un paradoxe Français. Antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la Résistance* », 622 pages, éditions Albin Michel, 28 euros.

HISTOIRE DE L'INDIGNITÉ

Par Anne Simonin

Après la Libération, nombre de collaborateurs - environ 10 000 - furent condamnés pour indignité nationale, ce qui entraînait l'annulation de tous les droits civiques, souvent la confiscation des biens, ce que les tribunaux appelèrent « la dégradation nationale ».

Un livre bien tardif est consacré à cette question, comme si le fait que la grande majorité des témoins et acteurs de l'époque était disparue permettait d'apitoyer une partie du public sur la peine éprouvée par « les braves gens » condamnés: des hommes politiques collaborateurs, des fonctionnaires souvent de haut rang, des commerçants virtuoses en marché noir et quelquefois en délation...

Faut-il nous attarder sur une tentative de dédouaner certains de ces personnages ou tout au moins d'attirer la pitié sur eux? Contentons-nous de rappeler que naguère le nommé Robert Aron⁽¹⁾ alla jusqu'à parler d'une centaine de milliers de Français considérés par la Résistance comme collaborateurs, alors que le Général de Gaulle tint personnellement à rectifier le nombre. Il s'agissait d'une dizaine de milliers (légère différence...), mais comme on le sait certains tentent aujourd'hui d'attirer la pitié de nos compatriotes sur bien des coupables. Certains de ces faussaires se disent même historiens... Nombre de révélations faites depuis de longues années prouvent que le nombre des personnages qui avaient mérité la dégradation civique fut supérieur à ce que l'on tenterait

de faire croire. Rappelons Papon, Touvier, et d'autres qui n'ont pas encore été démasqués...

Anne Simonin: *Le Déshonneur Dans La République; Une Histoire de L'Indignité 1791-1958* Grasset et Fasquelle 26,90 euros.

⁽¹⁾ Ne pas confondre avec Raymond Aron, qui était un honnête homme.

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD

Rédaction - Administration
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication: Jean-Emile FREIRE

REDACTION - ADMINISTRATION

79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS

Tél.: 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS

e-mail: journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS

France 13 €
Etranger 14 €
Abonnement de soutien 25 €
Le numéro 2,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Edité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD

Le gérant: Jean-Paul RIFFAULT

Commission paritaire des Publications
et Agences de Presse - N° 0308 A 06405

Imprimerie Multi Inco Photo

3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris

Tél.: 01.40.03.96.60